

Se soumettre ou se démettre

Par [JFB](#) le lun 19/03/2012 - 13:33

Vers un gel du fonds de cohésion ?

Une négociation soutenue s'est ouverte quant à l'octroi du fonds de cohésion à la Hongrie pour l'année 2013.

La Commission européenne a fait savoir, le 21 février dernier, qu'au regard de l'incapacité du gouvernement de M. Orbán à rétablir les finances publiques, il n'était en rien sûr que le fonds de cohésion accordé à la Hongrie chaque année le serait pour l'année à venir. Ce fonds, s'inscrivant dans le cadre de l'aide au développement régional, est destiné à réduire les disparités économiques et sociales sur le territoire de l'Union européenne et intervient, de ce fait, dans le financement de cohésion.

Depuis son entrée dans l'Union européenne, la Hongrie bénéficie de ce fonds, comme tous les Etats membres dont le PIB est inférieur à 90% de la moyenne communautaire, c'est-à-dire les Etats membres depuis 2004, ainsi que l'Espagne. Aussi est-il obligatoire pour ces Etats de suivre un programme de stabilité ou de convergence (selon qu'il aient ou non adopté l'euro) et de disposer de finances publiques saines. En outre, la conditionnalité des aides versées au titre du fonds de cohésion implique qu'un Etat peut se voir retirer le bénéfice de ces aides, dès lors qu'il ne respecte plus son programme de stabilité ou de convergence en accusant, par exemple, un déficit public excessif. Ce fonds sert de financement à deux types de projets. En premier lieu, les projets d'infrastructures de transport, et notamment les projets d'intérêt commun définis dans le cadre des réseaux transeuropéens.

En second lieu, les projets environnementaux contribuant à atteindre les objectifs du traité, notamment les projets répondant aux priorités de la politique communautaire de l'environnement. Tout cela, afin de combler le retard économique de certains Etats membres, dont la Hongrie.

Conscient du manque à gagner que constituerait le gel du fonds revenant traditionnellement à la Hongrie depuis 2004, M. Orbán s'est empressé de rédiger une lettre cordiale, en date du 7 mars, à l'attention de M. Barroso et de M. Von Rompuy. L'objectif était de garantir à son gouvernement la possibilité de prendre des mesures nécessaires à l'assainissement des finances hongroises. Bien que le Premier Ministre sache parfaitement que sa base électorale se plaît à observer la prétendue coriacité avec laquelle il se comporte à l'égard de Bruxelles, il ne peut mettre une croix sur le demi-milliard d'euros dont bénéficierait la Hongrie en janvier 2013. Ainsi se doit-il de jongler astucieusement entre la satisfaction de son électorat, particulièrement enragé contre la Commission européenne et tous les pouvoirs venant de l'extérieur, et l'état catastrophique des finances. Une dette qui a explosé (15,5 milliards d'euros à trouver cette année, soit 18% du PIB hongrois), un forint en berne (la plus forte chute enregistrée ce semestre parmi plus de 170 monnaies observées par l'agence Bloomberg), un taux d'emprunt passant la barre des 10%, la mise place d'une taxation à taux unique de 16%. Rien ne permet d'affirmer que la politique de l'actuelle gouvernement pourrait apporter en quoi que ce soit une solution au problème de la dette et de l'endettement en Hongrie. Alors que tous sont vent debout contre M. Orbán, celui-là persiste et jure à la Commission qu'il trouvera le remède à la situation calamiteuse à laquelle son pays fait face. Il tente très étrangement de normaliser ses relations avec l'Union européenne, après des mois de conflit et laisse de plus en plus apercevoir des signes de soumission. Certains y voient déjà un retour dans les rangs en règles et présagent une obéissance quasi-totale aux recommandations de la Commission. Pour que le fonds annuel de cohérence soit injecté dans l'économie, il faudra, à n'en pas douter, que le chef du gouvernement procède méthodiquement à des coupes dans le budget, au plus grand mécontentement de son électorat.

Yann Caspar

- 2 vues

Catégorie

Agenda Culturel